



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Brahim OUAREM (pouvoir à Amir BEN MERZOUG), Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres

composant le conseil : 39

en exercice : 39

présents : 35

représentés : 4

absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n°26-126

DGA : Caroline CARSOULLE

Service : Pôle Santé

Affaire suivie par Michelle CARRIC

FIXATION DES DURÉES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS DU CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU les articles L.2321-2 et R.2321-1 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux dotations aux amortissements ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

CONSIDÉRANT que les immobilisations inscrites à l'actif du budget annexe du Centre Médico-Psycho-Pédagogique doivent faire l'objet d'un amortissement destiné à constater leur dépréciation liée à l'usage, au temps ou à l'obsolescence ;

CONSIDÉRANT qu'aucune délibération n'a, à ce jour, fixé les durées d'amortissement applicables aux immobilisations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique ;

CONSIDÉRANT que des amortissements ont été régulièrement comptabilisés dans les comptes du Centre Médico-Psycho-Pédagogique depuis plusieurs exercices, sans que les durées d'amortissement applicables aux différentes catégories d'immobilisations aient été formellement fixées par délibération ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de formaliser et d'harmoniser les pratiques d'amortissement du Centre Médico-Psycho-Pédagogique en fixant les durées d'amortissement applicables aux différentes catégories d'immobilisations ;

CONSIDÉRANT que les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens ;

CONSIDÉRANT l'avis de la commission Solidarité, Santé, Grand âge et Qualité du service public qui s'est tenue le 17 septembre 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DÉCIDE d'adopter les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles définies ci-après pour les immobilisations mises en service à compter du 1^{er} janvier 2026 :

Catégorie de biens	Durée d'amortissement
Logiciels et licences informatiques	3 ans
Frais études et d'insertion non suivis de travaux	5 ans
Construction bâtiment	20 ans
Installations générales, agencement, aménagement des constructions	20 ans
Installations, matériels et outillage techniques	7 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers de locaux	10 ans
Matériel de transports	5 ans
Matériel informatique (ordinateurs, écrans, imprimantes, serveurs)	5 ans
Téléphones et matériel de télécommunication	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel médical, paramédical, de psychomotricité et de rééducation	5 ans
Petits mobiliers (chaises, bancs...)	5 ans
Mobiliers (armoires, bureaux, tables...)	10 ans
Matériel audiovisuel	5 ans
Electroménager	5 ans

DÉCIDE que les immobilisations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique sont amorties selon le mode linéaire ;

FIXE à 500 € TTC le seuil unitaire en dessous duquel les biens renouvelables de faible valeur pourront être amortis sur une durée d'un an ;

DÉCIDE que pour toute catégorie d'immobilisation non expressément mentionnée dans le tableau ci-dessus, la durée d'amortissement sera déterminée par analogie avec la catégorie de biens la plus proche, dans le respect des règles de la nomenclature M22 ;

PRÉCISE que les amortissements régulièrement constatés antérieurement à la présente délibération sont maintenus ;

PRÉCISE que les plans d'amortissement en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération continuent à être exécutés jusqu'à leur terme ;

PRÉCISE qu'en l'absence de délibération antérieure fixant les durées d'amortissement, la présente délibération a pour objet de formaliser les pratiques d'amortissement appliquées par le Centre Médico-Psycho-Pédagogique.

VOTE

Pour : 36

Contre :

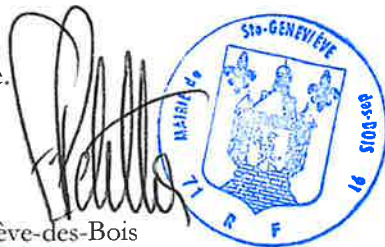
Abstention : 3 (Mme Ferré, M. Amand, M.Philippe)

Pour extrait conforme.

Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).